

M. Plumptre: Certains hauts personnages à Washington songent certainement au rapport Rey, qui parle des modalités d'élimination des tarifs sur les marchandises industrielles pendant une période de dix ans, sous réserve d'une importante disposition de sauvegarde qui permettrait une protection temporaire dans les cas de graves préjudices. Cette idée d'une disposition dite «de sauvegarde», à laquelle le rapport Rey consacre un excellent chapitre, tient une place de choix dans l'opinion américaine. En passant, cette idée a suscité au comité Rey une réaction vigoureuse chez les Européens et les Japonais. Il faut songer à la fois à une réduction radicale des barrières entre les grands blocs, et à la possibilité d'imposer une sorte de restriction temporaire lorsque les marchés sont inondés. Bien entendu, cela se rapporte d'abord aux inondations du marché par des produits en provenance de régions où les salaires sont modestes et où l'avènement soudain d'une nouvelle technologie engendre une expansion massive.

Il est sûr que mon expérience au comité Rey m'a permis d'espérer raisonnablement qu'il pourrait y avoir une disposition convenable de sauvegarde outre une réduction très sensible des barrières. Je ne parle pas en ce moment d'agriculture, qui à mon avis reste secondaire.

Le sénateur Molgat: Si j'ai bien saisi, vous avez exprimé l'espoir que nous reviendrions bientôt à un système monétaire mondial. Quelle sorte de système préconiserez-vous?

M. Plumptre: La question est très vaste. Je devrais peut-être commencer par dire que nous avons sûrement besoin d'un système, que nous ne pouvons pas rester sans normes internationales acceptées dans le domaine commercial ou monétaire à moins que nous ne voulions reculer aux années 30, où c'était le sauve qui peut. Je suis convaincu que le monde a besoin de normes acceptées internationalement, acceptées de façon générale; il peut toujours y avoir une certaine souplesse, et peut-être quelques dérogations, mais fondamentalement il faut certaines normes acceptées pour le commerce et la finance internationale.

A cette fin, il nous faut un organisme international qui, pour ainsi dire, se chargerait de ces normes. Je penserais donc que du côté monétaire, il est sûrement nécessaire d'avoir le Fonds monétaire international, avec son régime de consultation, de relations mutuelles et bon nombre de ses dispositions. A mon avis, il faut modifier son fonctionnement à certains égards, et chose assez étrange pas de façon radicale, parce que plusieurs des modalités de son mandat sont simplement de l'ordre de l'administration et de l'organisation.

D'abord, je le répète, il faut changer le rôle du dollar des États-Unis. Il nous faut établir un point d'appui international qui n'est pas une devise nationale. Heureusement, cette idée s'est concrétisée dans ce qui s'appelle l'option aux droits de tirage spéciaux, dont l'avènement ne remonte qu'à trois ans, en sorte que nous avons juste à temps, pour ainsi dire, un étalon international auquel peuvent se rattacher les devises, et le dollar américain peut être retiré de sa position de pivot sans de trop grandes difficultés.

En second lieu, il faut une disposition permettant une plus grande souplesse dans l'adaptation des taux de change, qui ont été assez raides, et qui ne se sont pas

facilement adaptés aux fluctuations dans les paiements des balances internationales.

Le troisième aspect que je voudrais signaler, et qui je crois à déjà été mentionné, est que les normes devraient prévoir des responsabilités réciproques des deux côtés, c'est-à-dire du côté des créanciers et des débiteurs. Les normes actuelles permettent presque totalement aux créanciers d'agir à leur guise en laissant aux débiteurs le soin de l'adaptation. A mon avis, il faudrait une sorte de relation réciproque.

Pour revenir à la question des variations du taux de change, l'une des raisons pour lesquelles les propositions américaines présentées récemment aux négociations internationales dont il s'agit me plaisent, c'est qu'elles soulignent l'utilité de critères objectifs quelconques permettant à un pays de déterminer quand il devrait ou ne devrait pas modifier la valeur de sa devise.

Le grand problème des 20 dernières années a été que les gouvernements ont été très réservés en ce qui concerne la réduction de la valeur de leur propre devise. Ils interprètent cela comme l'admission d'un échec national et une situation à éviter—contrairement à l'attitude qui existait au moment des accords de Bretton Woods, alors que l'on croyait que les années 30 représenteraient la situation type alors que chaque pays tentait d'entrer en concurrence pour abaisser le plus possible la valeur de sa devise et obtenir un avantage concurrentiel pour ses exportations. Mais depuis les 20 ou 25 années que le Fonds existe, et aux termes des règlements tels que conçus, un pays doit admettre qu'il est arrivé à un déséquilibre fondamental avant de pouvoir dévaluer sa monnaie. Et pour un gouvernement, c'est une chose très désagréable à admettre. Je pense qu'il faut changer cela.

Tels sont les autres domaines que je vois. Ils ne sont pas très extraordinaires, mais presque n'importe quel règlement vaut mieux que pas de règlement du tout. C'est ainsi que je vois la situation.

Le président: Monsieur le sénateur Molgat, puis-je poser une question supplémentaire maintenant? Monsieur Plumptre, comment les États-Unis peuvent-ils résoudre le dilemme devant lequel ils sont à l'heure actuelle? Je comprends votre thèse selon laquelle les États-Unis ne veulent plus que le dollar américain serve de pivot. Cependant, pour ce qui est du dernier règlement, je ne comprends pas comment les États-Unis peuvent éluder l'engagement de soutenir le dollar américain; et ainsi, le dollar américain redevient le facteur de convertibilité et retourne à la position de pivot.

M. Plumptre: Excusez-moi, mais il ne retourne pas nécessairement à la position de pivot. Si les États-Unis ne soutiennent pas la valeur de leur propre monnaie, celle-ci se détachera de la plupart des autres monnaies du monde, parce que les pays soutiennent la valeur de leur propre monnaie. Cela n'est pas particulièrement une position de pivot; c'est tout simplement la position normale d'un pays qui doit soutenir sa propre monnaie quand elle est attaquée. Nous nous sommes trouvés récemment dans une situation particulière: les États-Unis ne soutenaient pas leur propre dollar. Le soutien a dû venir de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Europe, du Japon. Je pense que les États-Unis, dans les négociations actuelles, disent clairement qu'ils ne se désintéressent pas de la valeur du dollar américain. Mais cela ne signifie pas qu'il reprend sa position de pivot. Cela